



Au Conseil général de la commune des Ponts-de-Martel
Rapport à l'appui du projet de budget pour l'exercice 2023

Monsieur le Président, Madame, Monsieur,

Préambule

Le Conseil communal a l'avantage de vous présenter son projet de budget pour l'année 2023. Celui-ci a été élaboré en tenant compte des données connues à ce jour, des expériences des années précédentes et de ce qui pourrait raisonnablement être envisagé. Il reste bien entendu une part d'impondérables difficilement contrôlables, mais dont l'incidence ne devrait pas modifier fondamentalement nos prévisions.

Le parcours des différents chapitres, ci-après, vous renseignera en détail sur la composition du projet de budget 2023 pour notre commune.

Détail des postes

0 Administration générale

01 Législatif et exécutif

01200 Conseil communal

30000.02 – Honoraires du Conseil communal : Tout comme les salaires des employés communaux, les honoraires du Conseil communal ont été indexés de +1.8%, conformément aux instructions reçues de l'Etat de Neuchâtel.

30550.00 – Cotisations assurance indemnité journalière + complémentaire : Ce nouveau compte a été créé après l'élaboration du budget 2022, ce qui explique qu'aucun montant ne figure à ce poste dans la colonne « Budget 2022 ». Il découle de la modification des conditions générales de la compagnie d'assurance couvrant le personnel communal en matière d'indemnité journalière en cas de maladie. Bien qu'ils soient déjà assurés en la matière à titre privés, les Conseillers communaux font désormais obligatoirement partie de cette couverture.

Les primes 2023 annoncées par la compagnie d'assurances couvrant la commune des Ponts-de-Martel à ce propos sont malheureusement en nette augmentation, car cette société tient encore compte des nombreux sinistres liés aux employés communaux qui avaient eu d'importants problèmes de santé.

Le Conseil communal n'a pas vraiment le choix car il ne souhaite pas prendre le risque de mettre fin à cette couverture et cette société d'assurances était la seule à avoir accepté d'assurer la commune des Ponts-de-Martel en la matière.

Etant donné que les employés communaux actuels ne sont pas responsables de cette situation, le Conseil communal a décidé de ne pas reporter cette hausse sur la part employé et de l'imputer entièrement à la part employeur.

02 Services généraux

02100 Service financier

31800.00 – Réévaluations sur créances : Plus aucun montant n'est prévu à ce poste. Il avait été utilisé précédemment afin d'augmenter à son maximum légal la réserve permettant de compenser les impôts qui ne seraient jamais réglés, réserve visible au passif du bilan au poste « 20550.01 – Provision impôts ».

31810.01 – ADB, remises et non-valeur PP : Le Service des contributions ayant rattrapé son retard, le Conseil communal a prévu un montant ordinaire à ce poste comprenant les charges liées aux actes de défauts de biens en lien avec les impôts impayés des personnes physiques.

02200 Administration (général)

30100.00 – Salaires du personnel administratif/exploitation : Se calquant sur les décisions cantonales, le Conseil communal a tenu compte d'un échelon supplémentaire pour chaque employé de l'administration communale en 2023. En effet, le travail fourni par ces derniers donne entière satisfaction.

30520.00 – Cotisations à la Caisse de pensions du canton de Neuchâtel (CPCN) : Le taux de cotisation employeur passe de 14.45% en 2022 à 14.7% en 2023. Le taux retenu lors de l'élaboration du budget 2022 avait été surévalué.

31300.01 – Frais postaux : Le montant prévu à ce poste a été diminué car les courriels sont de plus en plus utilisés en remplacement des courriers postaux et les sociétés locales recourent moins souvent aux services de l'administration communale pour l'impression et la distribution de leurs tous-ménages.

31332.02 – Contrat SIEN : La migration du site internet communal ayant été effectué, un montant ordinaire est à nouveau prévu à ce poste.

42400.00 – Taxes d'utilisation et prestations de services : La structure d'accueil extra familial ponlière a émis le souhait de reprendre certaines tâches administratives. Ce travail ne sera ainsi plus effectué par les employés de l'administration communale, donc plus refacturé à cette structure, ce qui explique la diminution des recettes prévues à ce poste.

42600.00 – Remboursements de tiers : Etant donné que les sociétés locales font moins souvent appel aux services de l'administration communale pour l'impression et la distribution de leurs tous-ménages, les montants qui leurs sont facturés à ce propos sont ainsi en baisse, ce qui explique la diminution des recettes prévues à ce poste.

02900 Immeubles administratifs

31200.02 – Electricité : Dans le contexte actuel de difficultés importantes de livraison d'énergie électrique et d'augmentation des tarifs, le Conseil communal a majoré de 20% les montants prévus à tous les postes du budget liés à l'électricité.

1 Ordre et sécurité publique

14 Questions juridiques

14000 Police des habitants

31320.00 – Honoraires de conseillers externes : Ce poste comprend les frais liés au recours aux services d'un avocat par le Conseil communal pour toute question liée à d'autres sujets que l'aménagement du territoire. En effet, les frais juridiques en lien avec l'aménagement du territoire sont imputés quant à eux au chapitre « 79000 – Aménagement du territoire ».

Jusqu'ici, un montant plus élevé était prévu pour les affaires non liées à l'aménagement du territoire, mais le Conseil communal constate que la tendance s'est inversée. C'est pourquoi, dès le budget 2023, le montant le plus élevé figurera au chapitre « 79000 – Aménagement du territoire », compte « 31320.00 – Honoraires de conseillers externes ».

46110.03 – Dédommagements pour notifications poursuites : Le nombre de commandements de payer à notifier par la commune étant en constante augmentation ces dernières années, le Conseil communal a adapté le montant figurant à ce poste en conséquence. Ce compte comprend les fr. 53.- par commandement de payer notifié que l'Office des poursuites verse à notre commune.

15 Service du feu

15000 Service du feu (en général)

36120.04 – Part communale au SIS : Le montant figurant à ce poste est en légère augmentation car le Service d'Incendie et de Secours des Montagnes neuchâteloises a prévu d'indexer les salaires de ses employés de +1.8%. Ce service anticipe aussi l'augmentation des coûts liés à l'énergie.

16 Défense

16100 Défense militaire

36120.05 – Part communale / Stand de tir : Le montant prévu à ce poste est en nette augmentation car une façade et la porte d'entrée du stand de tir de la Vallée des Ponts-de-Martel et de La Sagne, situé à La Sagne, nécessitent des travaux. Ces coûts sont répartis entre les trois communes de la Vallée selon le nombre d'habitants.

2 Formation

21 Scolarité obligatoire

21110 Cycle 1

36120.06 – Part communale / Cercle scolaire : Le montant prévu à ce poste correspond à 50 élèves répartis de la 1^{ère} à la 4^{ème} année HarmoS dont l'écolage revient à fr. 7'800.- par enfant. (Budget 2022 : 49 élèves à fr. 7'600.- / Comptes 2021 : 53 élèves à fr. 7'597.-).

Le montant figurant à ce poste comprend également l'éventuel surcoût que le Cercle scolaire chaud-de-fonnier facture aux communes rurales partenaires en fonction du sous-effectif de certaines classes dans leur collège ou d'une ristourne s'il est plutôt question de sureffectif.

Pour 2023, il est prévu pour ce cycle un sureffectif diminuant ainsi la facture scolaire adressée à notre commune de fr. 1'600.-.

21200 Cycle 2

36120.06 – Part communale / Cercle scolaire : Le montant prévu à ce poste correspond à 46 élèves répartis de la 5^{ème} à la 8^{ème} année HarmoS dont l'écologie revient à fr. 8'950.- par enfant. (Budget 2022 : 47 élèves à fr. 8'700.- / Comptes 2021 : 42 élèves à fr. 8'681.-).

Pour 2023, il est prévu pour ce cycle un sous-effectif augmentant ainsi la facture scolaire chaux-de-fonnière adressée à notre commune de fr. 10'800.-.

21300 Cycle 3

36120.06 – Part communale / Cercle scolaire : Le montant prévu à ce poste correspond à 24 élèves répartis de la 9^{ème} à la 11^{ème} année HarmoS dont l'écologie revient à fr. 11'850.- par enfant. (Budget 2022 : 30 élèves à fr. 11'560.- / Comptes 2021 : 36 élèves à fr. 11'553.-).

Pour 2023, il est prévu pour ce cycle un sous-effectif augmentant ainsi la facture scolaire chaux-de-fonnière adressée à notre commune de fr. 14'300.-.

21700 Bâtiment scolaire

Toutes les charges de ce sous-chapitre sont refacturées au cercle scolaire de La Chaux-de-Fonds, ce qui explique son total à zéro.

30 – Charges de personnel : Les comptes de ce chapitre comportent les charges liées aux apprentis Agent d'exploitation lorsqu'ils effectuent des travaux de conciergerie au collège, dans le cadre de leur formation.

21701 Salles classes Promenade 32

31 – Charges de biens et services et autres charges d'exploitation : Les différences entre les budgets 2022 et 2023 visibles à ce chapitre s'expliquent par le fait que certains frais n'étaient pas connus lors de l'établissement du budget 2022.

44700.03 – Loyers salles – classes 1-2 HarmoS : En tant que propriétaire des locaux scolaires situés à Promenade 32, la commune des Ponts-de-Martel facture au cercle scolaire chaux-de-fonnier un loyer pour leur utilisation par l'école. Cette recette permet notamment de couvrir l'amortissement et l'intérêt de la somme empruntée pour l'achat de ces locaux.

Comme convenu initialement, ce loyer est dégressif les cinq premières années puis se stabilise.

46120.04 – Participation cercle scolaire – entretien bâtiment : Toutes les charges liées aux locaux scolaires situés à Promenade 32 (sous-chapitre « 31 – Charges de biens et services et autres charges ») sont refacturées au cercle scolaire de La Chaux-de-Fonds. Le total de ce sous-chapitre (fr. 12'950.-) se retrouve ainsi à ce poste de recettes.

21920 Ecole obligatoire, autres

A l'exception des montants figurant aux comptes « 31300.07 – Transport scolaire » (fr. 42'500.-) et « 31710.00 – Excursions, voyages scolaires et camps » (fr. 3'500.-), toutes les autres charges de ce sous-chapitre sont refacturées au cercle scolaire chaux-de-fonnier, ce qui explique son total de fr. 46'000.-.

31300.03 – Téléphones : Le montant figurant à ce poste est moins élevé que par le passé car la ligne téléphonique du bureau de la direction a été transférée sur le réseau interne du Cercle scolaire chaux-de-fonnier.

31620.00 – Mensualités de leasing (photocopieuse) : Le Conseil communal a nettement augmenté les frais prévus pour l'utilisation de la photocopieuse située dans la salle des maîtres du collège car il a constaté que ces derniers effectuent énormément de photocopies couleurs.

22 Ecoles spéciales

22000 Ecoles spéciales

36140.01 – Etablissements spécialisés : Ce compte comprend les frais liés à la scolarisation de trois enfants ponctuels dans des établissements spécialisés.

3 Culture, sports, loisirs et églises

32 Culture, autres

32200 Concerts et théâtre (général)

36350.00 – Subventions aux entreprises privées : Le Conseil communal a ramené à un montant ordinaire les subventions prévues en 2023, montant qui avait été augmenté en 2022 en prévision du soutien versé au festival des arts et de la culture « Festi'Tourb ».

32900 Culture, autres

31051.01 – Fête nationale : Le feu d'artifice qui n'a pas été tiré en 2022 en raison du danger d'incendie pourra être réutilisé en 2023. Ce poste ne comprend alors que les frais d'entreposage de ce feu auprès de notre fournisseur et son transport.

46120.01 – Dédommagement de Brot-Plamboz : Etant donné que les charges liées à la Fête nationale seront moins élevées qu'auparavant, le dédommagement reçu de la commune de Brot-Plamboz le sera également.

34 Sports et loisirs

34100 Centre Polyvalent Le Bugnon

31300.03 – Téléphones : Le montant prévu à ce poste est en augmentation car il comprend désormais l'abonnement lié à la nouvelle liaison internet installée dans les salles de conférence.

33004.30 – Amortissements – Centre Le Bugnon + réfections : Ce compte comprend désormais l'amortissement lié à la rénovation du système de ventilation du centre polyvalent.

44720.01 – Locations salles centre polyvalent Le Bugnon : Le Conseil communal constate avec satisfaction une hausse des demandes de location du centre polyvalent, raison pour laquelle le montant figurant à ce poste a été adapté en conséquence.

34200 Loisirs (général)

31530.01 – Entretien borne recharge véhicule électrique : Ce compte comprend les frais inhérents à cet ouvrage, soit les coûts de la carte SIM permettant de transmettre les données, ainsi que l'abonnement au réseau de bornes de recharge.

Le Conseil communal prévoit d'ajouter deux nouvelles bornes au village, raison de l'adaptation du montant figurant à ce poste.

36360.02 – Soutien infrastructures sportives USP : Depuis l'établissement du budget 2022, certains ajustements ont été effectués à la répartition des charges liées aux infrastructures sportives réparties entre la commune et l'Union sportive des Ponts-de-Martel, raison pour laquelle le montant figurant à ce poste a été adapté.

Cette somme ne variera toutefois plus puisqu'elle se base sur les récentes modifications de la convention de copropriété du Centre polyvalent du Bugnon.

43090.00 – Autres revenus d'exploitation : Le montant prévu à ce poste est plus élevé que par le passé car il tient compte des nombreux versements effectués par les camping-caristes lors de l'utilisation de la borne Euro-Relais observés jusqu'ici.

Ce compte comprend également les recettes issues de la borne de recharge des véhicules électriques située au parking du Bugnon.

35 Eglises et affaires religieuses

35000 Temple

31440.00 – Entretien des bâtiments immeubles : Suite au remplacement en 2022 de la porte d'entrée sud-ouest du Temple, le Conseil communal prévoit cette fois-ci de changer la porte d'entrée située au sud-est.

4 Santé

42 Soins ambulatoires

42200 Services de sauvetage

36120.04 – Part communale au SIS : Une diminution des charges issue de la révision de la mutualisation cantonale des coûts est visible à ce poste.

43 Prévention de la santé

43310 Service dentaire scolaire

31302.00 – Dentiste scolaire : Cette tâche est désormais effectuée par le Service de santé scolaire chaux-de-fonnier, qui refacture ses prestations à notre commune par le biais de l'éco-lage.

49 Santé publique, non mentionné ailleurs

49000 Santé publique, autres

33009.02 – Amortissements – Soutien implantation médecins : Ce nouveau compte comprend l'amortissement du soutien financier versé par notre commune aux nouveaux médecins.

5 Sécurité sociale

L'Etat estime que la facture sociale 2023 pour l'entier du canton s'élèvera à fr. 230'418'882.-, dont 40% (fr. 92'167'553.-) à charge des communes répartis au prorata du nombre d'habitants, soit fr. 649'484.- pour Les Ponts-de-Martel répartis dans différents comptes de ce chapitre. Ces montants sont en hausse par rapport au budget 2022 principalement au niveau des composantes « Subsidés LAMal » et « Social privé », comme expliqué ci-après.

51 Maladie et accident

51200 Réductions de primes

36110.02 – Subsidés LAMal : Nette progression des subsidés LAMal en raison de la forte augmentation annoncée des primes d'assurances maladie.

54 Famille et jeunesse

54510 Crèches et garderies

36360.00 – Subventions organisations privées à but non lucratif : Le montant figurant à ce poste est en légère diminution par rapport au budget 2022. Pour le déterminer, le Conseil communal s'est basé sur l'état actuel des dépenses et a pris en compte l'augmentation du prix de la journée du parascolaire décidée par le Service de protection de l'adulte et de la jeunesse (SPAJ) afin de rééquilibrer les comptes de la crèche ponlière.

57 Aide sociale et domaine de l'asile

57200 Action sociale

36110.06 – Aide sociale : L'Etat prévoit une légère baisse du nombre de personnes ayant besoin de l'aide matérielle, compte tenu du faible taux de chômage dans le canton de Neuchâtel.

57900 Assistance, autres

36110.10 – Social privé : Sont imputés à ce compte les contrats de prestations avec les acteurs du réseau socio-sanitaire. L'augmentation prévue à ce poste provient notamment de l'entrée dans la facture sociale des aides LAVI (Loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions).

57960 Guichets sociaux régionaux

36120.07 – Part communale / Guichet Social Régional (GSR) : Le nombre de dossiers ouverts fluctue beaucoup, ce qui explique les variations du montant figurant à ce poste au fil des exercices.

6 Trafic

61 Circulation routière

61500 Routes communales

30 – Charges de personnel : Les charges de personnel de ce chapitre comprennent non seulement l'attribution d'un échelon supplémentaire à chaque employé communal ainsi qu'une indexation de salaire de +1.8%, mais aussi l'augmentation de 10% du taux de travail de l'un d'eux pour parvenir à mener à bien toutes les tâches à charge de la voirie.

En effet, l'employé en question avait été engagé à un taux d'occupation de 80%, taux qui était initialement éventuellement à revoir car le Conseil communal ne pouvait pas se baser sur les années précédentes pour le fixer, étant donné qu'elles avaient été le théâtre de nombreuses absences du personnel. Le taux d'occupation de cet employé a déjà été augmenté de 10% dès le 1^{er} janvier 2022, ce qui n'a pas suffi pour effectuer l'entier des tâches sans générer de

nombreuses heures supplémentaires. Tous les employés de la voirie travailleront ainsi à 100%, comme cela était le cas, pour la dernière fois, en 2015.

30900.00 – Formation et perfectionnement du personnel : Ce poste comprend notamment les frais liés à la fin de la formation suivie par l'employé communal responsable des apprentis Agent d'exploitation, comme l'avaient exigé les autorités cantonales.

31010.02 – Carburants : Le Conseil communal a adapté le montant budgété à ce poste sur la base des prix actuels des carburants.

31110.00 – Machines, appareils, véhicules et outils : Le montant figurant à ce poste tient compte de la maintenance et du remplacement ordinaire de plusieurs petites machines utilisées par les employés communaux pour mener à bien les tâches qui leur sont confiées. A noter que le montant prévu pour 2022 était quelque peu sous-estimé.

31410.00 – Entretien des routes / voies de communication : Le Conseil communal avait exceptionnellement prévu un entretien réduit du réseau routier en 2021, raison pour laquelle le montant figurant à ce poste avait été très largement diminué. Malheureusement, ces infrastructures souffrent considérablement, raison pour laquelle le montant prévu à ce compte a été augmenté dès 2022 afin qu'il corresponde à nouveau aux coûts d'un entretien ordinaire. De plus, en prévision de l'ouverture de la Maison de la Tourbière fin 2023, le Conseil communal a intégré à ce poste les frais relatifs au prolongement du trottoir situé le long de la rue « Marais rouge » en direction du nouvel accès au sentier didactique afin que les visiteurs soient en parfaite sécurité.

31440.00 – Entretien des bâtiments immeubles : En plus de l'entretien courant, le Conseil communal a prévu à ce poste le raccordement du hangar des travaux publics (Grande rue 7) aux nouvelles canalisations d'eaux claires et usées mises en place dans le cadre de la réfection de la Grande rue en 2023, ainsi que la pose d'un nouvel enrobé devant ce bâtiment.

31510.02 – Entretien éclairage public : Dans le cadre des économies d'énergies à effectuer, le Conseil communal prévoit le changement de treize lampadaires, situés à la Citadelle, au Crêtet et en bordure du parking du Bugnon, encore équipés par des lampes au sodium par des luminaires LED. Le montant figurant à ce poste comprend de ce fait ces changements ainsi que les frais d'entretien courant du réseau d'éclairage public.

31510.03 – Entretien des véhicules : Bien qu'il fonctionne très bien, le pick-up des travaux publics nécessite un entretien de plus en plus conséquent, étant donné qu'il est âgé de onze ans.

31510.07 – Entretien Tracteur Kubota : Ce véhicule requiert également un entretien important, ce qui est normal pour ce type d'engin et sa fréquence d'utilisation. Il répond cependant entièrement aux besoins de notre commune, tout au long de l'année, été comme hiver.

33006.60 – Amortissements – Véhicules : Le montant figurant à ce poste est en diminution car la saleuse acquise il y a 10 ans a totalement été amortie.

7 Protection environnement et aménagement

71 Approvisionnement en eau

71010 Approvisionnement en eau

Les totaux de ce sous-chapitre sont à zéro puisqu'il s'autofinance.

31110.01 – Compteurs (acquisition) : Afin de pouvoir respecter l'objectif de ne pas avoir un compteur d'eau âgé de plus de 10 ans aux Ponts-de-Martel, le Conseil communal a adapté le montant figurant à ce poste en conséquence.

31420.01 – Entretien du réseau d'eau et réservoir : Le Conseil communal prévoit un entretien du réseau ordinaire, ainsi que le remplacement de la conduite d'eau potable située au début du Chemin des Bouleaux, depuis la Grande rue.

31420.04 – Entretien des fontaines : La rénovation des fontaines que le Conseil communal a initiée en 2019 est désormais terminée, raison pour laquelle un montant d'entretien ordinaire est prévu à ce poste.

31420.05 – Entretien des hydrants : Ce poste comprend les frais relatifs au contrat de maintenance annuel qui intègre la fourniture de deux bornes hydrantes par année. Les fluctuations visibles à ce poste, lorsqu'aucun travail exceptionnel n'intervient, proviennent des coûts liés au génie civil qui diffèrent selon la difficulté de l'intervention.

33003.70 – Amortissements – Amélioration réseau/réservoir : Les charges prévues à ce poste sont en augmentation car elles comprennent l'amortissement des travaux effectués sur les conduites d'eau potable dans le cadre de la réfection des routes cantonales situées aux Ponts-de-Martel. Plus les travaux progressent, plus les montants à amortir sont élevés.

36370.00 – Subventions aux personnes physiques : Ce nouveau compte a été créé afin d'imputer les subventions versées aux Ponlières et Ponliers lors de la mise en fonction de citernes de récupération d'eau de pluie.

45100.00 – Prélèvements sur les financements spéciaux : Le résultat attendu de ce sous-chapitre en 2023 implique un prélèvement à la réserve dédiée de fr. 99'660.- visible à ce poste. Cette réserve (compte 29001.00 du passif du bilan) s'élevait fin 2021 à fr. 179'175.25.

45110.00 – Prélèvements sur les fonds du capital propre : Ce nouveau compte a été créé afin que les montants prélevés à la réserve « Taxe d'équipement et de raccordement » (compte 29101.00 du passif du bilan) soient clairement visibles. Cette réserve s'élevait fin 2021 à fr. 112'683.85.

72 Traitement des eaux usées

72010 Traitement des eaux usées

Les totaux de ce sous-chapitre sont à zéro puisqu'il s'autofinance.

31300.32 – Traitement des boues d'épuration : Le Conseil communal entend terminer l'extraction des boues d'épuration des étangs d'assèchement durant l'exercice 2023, raison pour laquelle il a maintenu un montant relativement identique à l'année passée à ce poste.

31430.02 – Entretien canaux égouts : Le montant budgété pour l'exercice 2023 à ce poste est en nette augmentation car le Conseil communal prévoit, en plus de l'entretien ordinaire, la création de nouvelles conduites permettant d'évacuer l'eau usée des maisons qui seront construites dans le quartier « Le Crêtet ».

33003.74 – Amortissements – Réfection conduites eaux usées : Les charges prévues à ce poste sont en augmentation car elles comprennent l'amortissement des travaux effectués sur les conduites d'eau usée dans le cadre de la réfection des routes cantonales situées aux Ponts-de-Martel. Tout comme pour le réseau d'eau potable, plus les travaux progressent, plus les montants à amortir sont élevés.

45100.00 – Prélèvements sur les financements spéciaux : Le résultat attendu de ce sous-chapitre en 2023 implique un prélèvement à la réserve dédiée de fr. 79'610.- visible à ce poste. Cette réserve (compte 29002.00 du passif du bilan) s'élevait fin 2021 à fr. 234'659.94.

49200.01 – Imputation interne – Electricité Déchetterie : L'électricité utilisée par la déchetterie est fournie par la station d'épuration. Par souci de transparence, le Conseil communal a créé ce nouveau compte de recettes afin d'y imputer un montant forfaitaire déchargeant ainsi les comptes liés à l'eau usée.

72030 Traitement des eaux claires

33003.75 – Amortissements – Raccordement eau claire Routes cantonales : Les charges prévues à ce poste sont en augmentation car elles comprennent l'amortissement des travaux effectués sur les conduites d'eau claire dans le cadre de la réfection des routes cantonales situées aux Ponts-de-Martel.

73 Gestion des déchets

73010 Gestion des déchets ménages

Le solde de ce sous-chapitre, soit fr. 17'180.-, équivaut au 20% des coûts d'élimination des déchets urbains provenant des ménages.

Depuis l'introduction du *Règlement communal relatif à la gestion des déchets* fin 2011, ce taux était fixé à 25%. Cependant, cela fait plusieurs années que le Conseil d'Etat tente de supprimer cette participation de l'impôt dans le traitement des déchets afin d'appliquer entièrement la notion de « pollueur-payeur », mais ses propositions sont systématiquement rejetées par le législatif cantonal. Le Conseil d'Etat a récemment pris la décision de classer le dossier sans suite, ce qui conduit le Conseil communal à vous proposer, au travers de l'adoption de ce budget, de diminuer cette part d'impôt à son minimum légal, soit 20%.

31300.40 – Ramassage des déchets urbains : Le Conseil communal a augmenté quelque peu le montant figurant à ce poste en raison de l'augmentation des coûts de transports.

31300.42 – Incinération déchets encombrants : Le coût d'incinération d'une tonne de déchets encombrants nous est désormais facturé fr. 165.- contre fr. 170.- auparavant, ce qui explique la diminution du montant figurant à ce poste.

31300.46 – Recyclage et collecte de verre : Le Conseil communal a augmenté sensiblement le montant figurant à ce poste en raison de l'augmentation des coûts de transports.

39200.01 – Imputation interne – Electricité Step : C'est au travers de ce nouveau compte de charges que les coûts de l'électricité utilisée par la déchetterie sont diminués du chapitre lié aux déchets.

42401.20 – Taxe déchets ménages : Comme indiqué en préambule de ce chapitre, le Conseil communal a attendu durant quelques années l'abolition de la participation de l'impôt au financement des déchets. Durant cette attente, la réserve liée aux déchets ménagers (compte 29003.00 du passif du bilan) a augmenté et il s'agit à présent de la ramener à un niveau raisonnable, car elle s'élevait fin 2021 à fr. 35'679.12. C'est pourquoi, le Conseil communal vous propose d'abaisser la taxe de base pour les ménages de fr. 70.- à fr. 50.- dès le 1^{er} janvier 2023.

42600.11 – Vente du papier : Alors que la commune des Ponts-de-Martel touchait pour le papier qu'elle récoltait fr. 60.-/tonne en 2019, fr. 10.-/tonne en 2020 et fr. 85.-/tonne en 2021, cette redevance s'élève à fr. 130.-/tonne au moment d'écrire ce rapport. C'est la raison pour laquelle le montant figurant à ce poste a été augmenté.

45100.00 – Prélèvements sur les financements spéciaux : Le résultat attendu de ce sous-chapitre en 2023 implique un prélèvement à la réserve dédiée de fr. 9'940.- visible à ce poste.

73030 Gestion des déchets entreprises

Les totaux de ce sous-chapitre sont à zéro puisqu'il s'autofinance.

42401.21 – Taxe déchets entreprises : Tout comme la réserve liée aux déchets des ménages, celle liée aux déchets des entreprises (compte 29004.00 du passif du bilan) a augmenté et il s'agit à présent de la ramener à un niveau raisonnable, car elle s'élevait fin 2021 à fr. 10'380.66. C'est pourquoi, le Conseil communal vous propose d'abaisser la taxe de base pour les entreprises de fr. 60.- à fr. 50.- dès le 1^{er} janvier 2023.

45100.00 – Prélèvements sur les financements spéciaux : Le résultat attendu de ce sous-chapitre en 2023 implique un prélèvement à la réserve dédiée de fr. 4'400.- visible à ce poste.

77 Protection de l'environnement, autres

77100 Cimetière

31300.08 – Travaux effectués par tiers : Plus aucun montant n'est prévu à ce poste car le désherbage du cimetière n'est plus confié à des entreprises externes, mais réalisé par les employés communaux à l'aide d'une machine spécifique louée deux à trois fois par année.

31430.03 – Entretien cimetière : Sont notamment imputés à ce compte les coûts de location de la machine à désherber ainsi que son carburant, raison pour laquelle le montant figurant à ce poste a été augmenté.

31440.00 – Entretien des bâtiments immeubles : Le Conseil communal a augmenté les coûts visibles à ce poste en prévision de la rénovation des murs d'enceinte du cimetière.

33003.77 – Amortissements planifiés – Cimetière : Les coûts des travaux de désaffectation d'une partie du cimetière sont désormais à amortir, raison pour laquelle le montant visible à ce poste a été adapté.

77910 Toilettes publiques

31440.01 – Entretien édicules et WC publics : Les toilettes publiques situées au nord de la Place du village sont vieillissantes et le Conseil communal imagine mettre aux normes les installations électriques, raison pour laquelle le montant figurant à ce poste a été augmenté.

79 Aménagement du territoire

79000 Aménagement du territoire (général)

31320.00 – Honoraires de conseillers externes : Ce poste comprend les frais liés au recours aux services d'un avocat par le Conseil communal pour toute question liée à l'aménagement du territoire. En effet, les frais juridiques en lien avec d'autres sujets que l'aménagement du territoire sont imputés quant à eux au chapitre « 14000 – Police des habitants ».

Jusqu'ici, un montant plus élevé était prévu pour les affaires non liées à l'aménagement du territoire, mais le Conseil communal constate que la tendance s'est inversée. C'est pourquoi, dès le budget 2023, le montant le plus élevé figurera à ce poste.

31332.04 – Révision du Plan d'aménagement local : La révision du Plan d'aménagement local (PAL) se poursuit, raison pour laquelle figurent à nouveau fr. 25'000.- à ce poste.

Ce mandat devrait se terminer en 2023, en vue d'être avalisé par les autorités communales en 2024.

8 Economie publique

84 Tourisme

84000 Tourisme

33009.03 – Amortissements – Soutien création Maison Tourbière : Le soutien financier à la création de la Maison de la Tourbière est désormais à amortir, raison pour laquelle le montant visible à ce poste a été adapté.

87 Combustibles et énergie

87100 Electricité (général)

31320.00 – Honoraires de conseillers externes : La *Loi cantonale sur l'énergie (LCEn)*, révisée fin 2020, implique l'obligation pour toutes les communes de se doter d'un *Plan communal des énergies*. Le montant prévu à ce poste permettra au Conseil communal de mandater une entité externe pour établir ce plan qui sera subventionné par l'Etat à hauteur de fr. 10'000.- (non compris dans les fr. 22'000.- budgétés à ce compte).

42 – Taxes : les montants des deux comptes figurant à ce chapitre ont été diminués de 15%, ce qui correspond aux objectifs de réduction de consommation d'énergie fixés par l'Etat de Neuchâtel.

9 Finances et impôts

91 Impôts

91000 Impôts communaux généraux

40000.00 – Impôts sur le revenu, personnes physiques (PP) – année fiscale : Afin de définir le montant figurant à ce poste, le Conseil communal s'est basé sur les rentrées fiscales observées jusqu'ici et a tenu compte d'une légère hausse générale des salaires. Il a, comme par le passé, été très prudent lors de ses prévisions.

40007.00 – Impôts sur le revenu, taxation rectificatives à la baisse – années précédentes : Bien que cela varie énormément d'une année à l'autre, le Conseil communal a laissé un montant à ce poste qui comprend les impôts que la commune a encaissés en trop et qui ont dû être remboursés. Cela se produit par exemple lors de rectifications de taxations.

40050.00 – Impôts sur le revenu des frontaliers : Le Conseil communal a augmenté le montant figurant à ce poste en se basant sur les montants encaissés en 2022 au moment d'écrire le présent rapport. Une légère augmentation des salaires a aussi été retenue pour définir ce montant.

93 Péréquation financière et compensation des charges

93000 Péréquation financière et compensation des charges

En observant le total du chapitre « 93000 Péréquation financière et compensation des charges », on peut constater une augmentation des recettes pour notre commune de fr. 55'250.- par rapport au budget 2022 et une augmentation de fr. 57'399.- par rapport aux comptes 2021.

46219.00 – Compensation des charges géo-topographiques : Lors de l'établissement du budget 2022, aucun montant à prévoir pour ce compte ne nous avait été annoncé par l'Etat, au contraire de cette année, raison de la différence visible entre les deux budgets à ce poste.

96 Administration de la fortune et de la dette

96100 Intérêts

Alors que jusqu'ici, le Conseil communal faisait figurer dans ce chapitre le détail des intérêts de chaque emprunt, le Service des communes a souhaité que des montants globaux soient imputés à ce chapitre et que le détail de ces montants figure désormais sur une nouvelle annexe.

C'est pourquoi les comptes généralistes « 34010.00 – Intérêts passifs – engagements financiers à court terme » et « 34060.00 – Intérêts passifs – engagements financiers long terme » ont été créés et alimentés avec les montants provenant des autres comptes de ce chapitre qui ont désormais un solde à zéro.

34060.00 – Intérêts passifs – engagements financiers long terme : Le montant figurant à ce poste augmente car un emprunt à un taux de 0.52% se terminera le 31.08.2023. Le Conseil communal a tenu compte de son renouvellement à un taux de 2.5%.

Le Conseil communal a également prévu un nouvel emprunt dès le 01.09.2023 de fr. 900'000.- à un taux de 2.5% pour couvrir les frais liés aux réfections des routes cantonales situées aux Ponts-de-Martel.

44090.01 – Intérêts créanciers – cautionnements : Davantage d'intérêts relatifs aux cautionnements sont prévus pour 2023 en raison de la nouvelle caution en faveur de la société de chauffage à distance accepté par votre autorité le 1^{er} juin 2022.

96301 Immeuble Grande rue 58

34310.01 – Entretien courant Grande rue 58 : Outre l'entretien courant de cet immeuble, le Conseil communal prévoit la création d'un couvert d'entrée.

44300.01 – Loyers Grande rue 58 : Pour définir les recettes 2023 issues des loyers de ce bâtiment, le Conseil communal a tenu compte d'une occupation durant toute l'année pour trois des quatre logements et d'une vacance durant 6 mois pour l'appartement restant.

96302 Immeuble Grande rue 16

34397.01 – Honoraires de gérance : Plus aucun montant n'est prévu à ce poste car la gestion de cette bâtisse a été reprise par la commune, tenant compte du très peu de travail qu'elle génère.

44300.02 – Loyers Grande rue 16 : Pour définir les recettes 2023 issues des loyers de cet immeuble, le Conseil communal a tenu compte uniquement des loyers perçus actuellement car le logement vacant n'est pas en état d'être loué.

96303 Immeuble Grande rue 45

Plus aucun montant n'est prévu pour ce sous-chapitre étant donné que ce bâtiment a été vendu.

96304 Immeuble Pury 3

34310.04 – Entretien courant Pury 3 : En plus de l'entretien courant de cet immeuble, le Conseil communal prévoit le remplacement des portes d'entrée de deux logements.

44300.04 – Loyers Pury 3 : Pour définir les recettes 2023 issues des loyers de ce bâtiment, le Conseil communal a tenu compte d'une occupation durant toute l'année pour quatre des six logements et d'une vacance durant 12 mois pour les deux appartements restants.

96305 Immeuble Pury 5

44300.05 – Loyers Pury 5 : Pour définir les recettes 2023 issues des loyers de ce bâtiment, le Conseil communal a tenu compte des loyers d'une occupation de tous les appartements durant toute l'année.

Réfection et isolation de la toiture du bureau communal & réfection de sa façade nord : Le toit de ce bâtiment étant en bout de course, le Conseil communal prévoit sa réfection et profiterait de ces travaux pour réfectionner la façade nord.

Réfection du pan nord de la toiture du collège : Cela fait plusieurs années que cet investissement figure à l'échéancier dans la colonne « Dès que nécessaire ». Les récentes infiltrations d'eau montrent que ces travaux doivent être entrepris, raison pour laquelle le Conseil communal les prévoit en 2024.

Création d'une cuisine industrielle dans le Centre polyvalent du Bugnon : L'idée est d'implanter une cuisine industrielle au sein du centre polyvalent, ce qui comblerait un manque.

Remplacement des stores des fenêtres de la salle de gymnastique du Centre polyvalent du Bugnon : Ces stores étant hors d'usage depuis de nombreuses années, le Conseil communal prévoit leur remplacement.

Installation d'un nouveau système de sonorisation au Temple : Cette installation accuse le poids des années et il est nécessaire de songer à son remplacement.

Réfection des façades du Temple : Ces façades sont en mauvais état et leur réfection est nécessaire.

Etape no 2 routes cantonales 170-1310 (éclairage public + trottoirs + arrêts bus) : Les réfections par l'Etat de Neuchâtel des routes cantonales situées aux Ponts-de-Martel se poursuivront en 2023 et 2024, sur lesquels viennent se greffer des travaux à charge de la commune, tels que l'éclairage public, les trottoirs et les arrêts de bus.

Réfection d'un tronçon de route entre Martel-Dernier 1 et 4 : Il s'agit de la continuité de la réfection de la route de Martel-Dernier amorcée en 2011.

Réfection de la rue du Collège : Cette rue étant en très mauvais état et ne nécessitant pas un investissement démesuré pour la rénover, le Conseil communal songe à sa réfection.

Réfection d'un escalier par législature : Le Conseil communal prévoit la réfection d'un escalier par législature si possible. L'escalier reliant la Grande rue à la rue du Collège à la hauteur de Grande rue 27 ayant été rénové lors de la précédente période administrative, le Conseil communal prévoit de rénover l'escalier reliant la pharmacie au Temple durant la législature 2021-2024.

Aménagement d'un parking au Petit-Bois : Afin de résoudre un problème récurrent de stationnement au haut du village, le Conseil communal envisage l'aménagement d'une dizaine de nouvelles places de parc dans le quartier du Petit-Bois, sur la parcelle propriété de la commune donnant accès à l'ancien petit réservoir.

Réfection de la toiture du hangar des travaux publics (sauf toit plat) : Le toit plat ayant été rénové, le Conseil communal prévoit la réfection de la toiture restante de ce hangar, voire la création d'un véritable centre des travaux publics en y intégrant les locaux utilisés actuellement au sous-sol du collège par les employés communaux.

Remplacement de la conduite d'eau potable entre Les Petits-Ponts et Les Ponts-de-Martel : Cette canalisation accuse le poids des années et nécessitera son remplacement car il s'agit d'un point essentiel du réseau d'eau potable ponlier.

Etape no 2 route cantonale 170 (canalisations Grande rue) : La réfection par l'Etat de Neuchâtel de la Grande rue se poursuivra en 2023 et 2024, sur laquelle viennent se greffer des travaux à charge de la commune liés aux canalisations d'eau potable.

Réfection de la station d'épuration (pré-étude) : La station d'épuration est âgée de plus de 40 ans et devra être remplacée, ce qui nécessite une étude préliminaire que le Conseil communal souhaite effectuer cette législature afin que les travaux puissent être entrepris lors de la prochaine période administrative.

Etape no 2 route cantonale 170 (PGEE eau claire) : La réfection par l'Etat de Neuchâtel de la Grande rue se poursuivra en 2023 et 2024, sur laquelle viennent se greffer des travaux à charge de la commune liés aux canalisations d'eau claire.

Etape no 2 route cantonale 170 (PGEE eau usée) : La réfection par l'Etat de Neuchâtel de la Grande rue se poursuivra en 2023 et 2024, sur laquelle viennent se greffer des travaux à charge de la commune liés aux canalisations d'eau usée.

Réfection de la station d'épuration (travaux) : Très lourd investissement qui ne pourra malheureusement pas être évité.

Don en soutien à la création de « La Maison de la Tourbière » : Une partie de soutien financier à la création de « La Maison de la Tourbière » accepté par le Conseil général le 5 décembre 2018 ayant été versé en 2022, le Conseil communal prévoit le versement de sa deuxième partie courant 2023.

Aménagement de la route sud du quartier des Prises : Cet investissement sera réalisé lorsqu'un projet concret existera pour aménager les parcelles communales situées à l'ouest des bâtiments Pury 3 et 5. En effet, cette route au sud du quartier des Prises est le seul accès possible et autorisé à ces parcelles.

Aménagement de places de parc entre Pury 3 et 5 : Le Conseil communal prévoit la création de cet ouvrage pour faciliter le parcage de véhicules dans ce quartier.

Assainissement chauffage immeubles Pury 3 et 5 : les systèmes de chauffage de ces deux bâtiments accusent le poids des années et le Conseil communal prévoit leur changement, peut-être au travers d'un seul système pour les deux bâtisses.

Rénovation des immeubles communaux : Le Conseil communal prévoit de continuer d'entretenir les immeubles communaux, qu'il s'agisse de la rénovation d'appartements, de l'isolation de façades ou autres.

Selon notre *Règlement communal sur les finances (RCF)*, si le budget présente un déficit, celui-ci doit être couvert par l'excédent du bilan (fortune). Ce déficit ne doit pas excéder le 20% du capital propre.

Le tableau ci-après démontre que ces conditions sont respectées :

		Budget 2023	Budget 2022
<u>1. Couverture du déficit par l'excédent du bilan</u>			
Fortune au 31.12.2021	(chiffre 299 du bilan)	3'679'330.55	3'621'481.63
Résultat de fonctionnement 2022 budgété	(-) déficit / (+) bénéfice	-25'600.00	-16'330.00
Fortune au 31.12.2022		3'653'730.55	3'605'151.63
Résultat de fonctionnement 2023 budgété	(-) déficit / (+) bénéfice	-30'810.00	-25'600.00
Condition : le déficit doit être couvert par la fortune		Condition OK	Condition OK

		Budget 2023	Budget 2022
<u>2. Le déficit ne doit pas excéder les 20% du capital propre</u>			
Capital propre au 31.12.2021	(chiffre 29 du bilan)	14'584'366.39	14'740'416.51
20% du capital propre		2'916'873.28	2'948'083.30
Résultat de fonctionnement 2023 budgété	(-) déficit / (+) bénéfice	-30'810.00	-25'600.00
Condition : le déficit doit être couvert par le 20% du capital propre		Condition OK	Condition OK

Directives du Service des communes : « Le Règlement communal sur les finances a préconisé à son article 5 l'utilisation de la méthode dite intégrée, qui considère dans le calcul du degré d'autofinancement la somme des investissements du patrimoine administratif et la somme des amortissements du chapitre. Cette méthode demeure valable et a pour avantage de considérer l'ensemble du ménage communal comme une entité intégrée, quelles que soient les sources de financement de ces investissements.

Une approche alternative est aussi admise qui admet que les dépenses d'investissement dans les domaines autofinancés, en raison de l'obligation d'adapter les taxes de manière à équilibrer le bilan du chapitre considéré, n'entrent pas dans le calcul du degré d'autofinancement. Ainsi, on admettra que les chapitres autofinancés en quelque sorte soient gérés comme une entité tierce distincte de l'administration générale financée par l'impôt. Il convient selon ce modèle de sortir du calcul de la marge d'autofinancement les amortissements générés par les investissements entrepris dans les chapitres autofinancés.

Il convient toutefois que les communes adoptent la même procédure de comptabilisation sur la durée en application du principe de pérennité des méthodes comptables. Cette durée ne devrait pas être inférieure à 20 ans. »

Depuis le budget 2021, sur les conseils du Service cantonal des communes, **le Conseil communal a basculé sur la méthode dite intégrée**, soit l'inclusion des investissements des chapitres autofinancés que sont les investissements pour l'eau, l'épuration et les déchets.

Le montant des investissements nets respectant le degré d'autofinancement pour 2023 est de fr. 276'250.-.

Calcul du taux d'endettement**Comptes 2021**

Total capitaux de tiers (20)	8'955'483
Total patrimoine financier (10)	5'637'398
Total revenus fiscaux (40)	2'669'345

Taux d'endettement net en % 2021	124.30
---	---------------

Marge d'autofinancement

Résultat d'exercice	-30'810
(-) déficit / (+) bénéfice	
Amortissements	718'890

Autofinancement net	688'080
----------------------------	----------------

Investissements net PA	2'315'000
./. Investissements soumis à dérogation (réfection routes)	-1'940'000
Investissements soumis au frein	375'000
Taux RCF correspond à	85%
Investissements selon RCF	318'750
Degré d'autofinancement en %	215.87

Degré minimal d'autofinancement selon Règles LFinEC	80
---	-----------

RCF

Taux d'endettement net	Degré minimal d'autofinancement exigé
<0%	pas de limite
de 0 à <50%	50%
de 50 à <100%	70%
de 100 à <150%	80%
de 150 à <200%	100%
200% et plus	110%

RCF = Règlement communal sur les finances

Le degré minimal d'autofinancement est respecté.

Conclusions

Le résultat final du budget correspond à l'état actuel de nos connaissances sur la situation économique du canton et de la répartition des frais entre l'Etat et les communes.

Lors de l'élaboration du présent projet de budget, le Conseil communal a été très prudent dans ses prévisions et a souvent imaginé les situations les plus défavorables.

Bien que légèrement déficitaire, le résultat d'exercice prévu reste proche de l'équilibre. Outre d'un suivi scrupuleux et raisonné de chaque dépense par le Conseil communal, cette situation découle aussi de l'important montant que notre commune reçoit via le mécanisme de péréquation financière. Le Conseil communal espère que ces recettes resteront stables à l'avenir car une diminution de ces dernières entraînerait inexorablement un lourd déficit.

Le Conseil communal reste soucieux de l'endettement de notre commune et ne dévie pas de l'objectif défini lors des précédentes législatures, à savoir le maintien des infrastructures en investissant pour des objets indispensables, à la hauteur des moyens à disposition, tout en tentant de diminuer sensiblement la dette communale.

Tenant compte de ce qui précède, le Conseil communal vous invite à voter l'arrêté proposé.

Au nom du **CONSEIL COMMUNAL**,

La présidente



Silvia Robert

La secrétaire



Dominique Maire



Commune des Ponts-de-Martel

ARRÊTÉ

- I. Le Conseil général de la commune des Ponts-de-Martel,
vu le rapport du Conseil communal du 18 novembre 2022,
vu la loi sur les communes, du 21 décembre 1964,
vu la loi sur les finances de l'Etat et des communes, du 24 juin 2014,
sur la proposition du Conseil communal,

a r r ê t e :

Article premier : Est approuvé le budget de l'exercice 2023 comprenant :

a) le budget du compte de résultats qui se présente comme suit :

Charges d'exploitation	fr.	5'603'480.--
Revenus d'exploitation	fr.	5'022'110.--
Résultat provenant des activités d'exploitation (1)	fr.	-581'370.--
Charges financières	fr.	94'300.--
Produits financiers	fr.	382'550.--
Résultat provenant des financements (2)	fr.	288'250.--
Résultat opérationnel (1+2)	fr.	-293'120.--
Charges extraordinaires	fr.	0.--
Revenus extraordinaires	fr.	262'310.--
Résultat extraordinaire (3)	fr.	262'310.--
Résultat total, compte de résultats (1+2+3)	fr.	-30'810.--

b) les dépenses d'investissements du patrimoine administratif sont de :

Total des dépenses	fr.	2'315'000.--
Total des recettes	fr.	568'000.--
Investissements nets	fr.	1'747'000.--

c) pour information, les dépenses d'investissements du patrimoine financier sont de :

Total des dépenses	fr.	80'000.--
Total des recettes	fr.	0.--
Investissements nets	fr.	0.--

Article 2 : ¹Le présent arrêté entre immédiatement en vigueur.

²Il sera transmis, avec un exemplaire du budget, au Service des communes.

Les Ponts-de-Martel, le 8 décembre 2022

Au nom du **CONSEIL GENERAL**,
Le président, Le secrétaire,

Damien Bertschy

Alec Enderli



Commune des Ponts-de-Martel

ARRÊTÉ

Le Conseil général de la commune des Ponts-de-Martel,
vu le rapport du Conseil communal du 18 novembre 2022,
vu la loi sur les communes, du 21 décembre 1964,
sur la proposition du Conseil communal,

a r r ê t é :

Article premier : L'article 5.5 « Participation de l'impôt » du *Règlement communal relatif à la gestion des déchets*, du 21 décembre 2011, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Le Conseil général fixe, sur proposition du Conseil communal, le pourcentage de participation de l'impôt au financement des coûts d'élimination des déchets urbains provenant des ménages – entre 20 et 30%.

Il est fixé à 20%.

Article 2 : Le Conseil communal est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera soumis à la sanction du Conseil d'Etat à l'expiration du délai référendaire.

Les Ponts-de-Martel, le 8 décembre 2022

Au nom du **CONSEIL GENERAL**,
Le président, Le secrétaire,

Damien Bertschy

Alec Enderli